

# Déclaration commune des personnes d'ascendance africaine lors de la Table ronde internationale de la société civile

**Date : 7 août 2021**

**Dans la perspective du vingtième anniversaire de la  
Déclaration et du Programme d'action de Durban**

<https://undocs.org/en/A/RES/75/237>

**Sur**



<https://www.un.org/WCAR/durban.pdf>

## **Organisateurs:**

**Coalition panafricaine pour Durban+20 et la Coalition de la société civile de la  
région européenne pour la mise en œuvre de la Décennie internationale des  
Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine**

[wcar\\_durbanplus20@xs4all.nl](mailto:wcar_durbanplus20@xs4all.nl)



## **Réunis ce 7 août 2021,**

La Coalition panafricaine pour Durban+20 et la Coalition de la société civile de la région européenne pour la mise en œuvre de la Décennie internationale des Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine,

Les représentants présents des panafricains et des personnes d'ascendance africaine, ainsi que la société civile, les amis et les personnes de bonne volonté, s'unissent dans le but de formuler cette déclaration commune soutenant la Déclaration et le Programme d'Action de Durban (DDPA, 2001).

Notre déclaration est faite au nom des peuples africains du monde entier qui partagent les effets résiduels et l'impact odieux des traumatismes actuels et historiques des systèmes racistes institutionnalisés, de la marginalisation économique et d'un sous-développement planifié.

### **1. Nous reconnaissons et respectons conjointement**

Les résultats ultérieurs inspirés par la DDPA, et les résolutions qui lui sont associées, et appelons l'attention sur :

- l'examen de Durban en 2009,
- la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, pour commémorer le dixième anniversaire de l'adoption de la DDPA,
- la Décennie Internationale des Nations Unies pour les Personnes d'Ascendance Africaine (2015-2024) et le programme d'activités,
- L'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies ainsi que les résolutions provenant d'initiatives propres à la société civile panafricaine.

### **2. Nous déclarons,**

Notre détermination à faire respecter, défendre et mettre pleinement en œuvre la DDPA qui est le document universel le plus solide des programmes des Nations Unies pour réaliser le droit de toutes les victimes du racisme, de la discrimination raciale, à une justice réparatrice.

Nous savons que la raison de l'opposition des principaux pays occidentaux à la DDPA réside dans sa reconnaissance historique que la Traite transatlantique des esclaves et l'esclavage étaient des crimes contre l'humanité, pour lesquels des réparations sont dues aux trois générations de descendants des victimes.

Ils nient la réalité du fait que ces crimes sont les bases de leur propre développement économique et de leur position dominante actuelle dans le monde. La campagne pour « faire disparaître la DDPA » est liée à leur refus de payer des réparations.

### **3. Nous saluons**

Tous ceux qui ont fait campagne pour la tenue de la 3<sup>ème</sup> Conférence Mondiale Contre le Racisme (WCAR) en assurant l'adoption de la Déclaration et du Programme d'Action de Durban à travers un vaste processus démocratique.



Sans la Déclaration et le Programmes d'Action de Durban, nous n'aurions pas été aussi proches qu'aujourd'hui d'avoir une plate-forme mondiale destinée à faire reconnaître les droits non respectés des Africains et des Personnes d'Ascendance Africaine aux Nations Unies, et dans le monde entier.

La mise en place des mécanismes de suivi de Durban à l'ONU en 2002, y compris, en particulier, le Groupe de Travail d'Experts sur les Personnes d'Ascendance Africaine, a contribué de manière substantielle à la mise en œuvre du programme de la Conférence Mondiale Contre le Racisme de Durban.

#### **4. Nous félicitons**

Le Conseil des Droits Humains pour la création d'un Groupe d'Experts chargé de donner suite au rapport du Haut-Commissaire sur la brutalité policière.

### **Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine**

Nous avons espéré que la Décennie Internationale des Personnes d'Ascendance Africaine aurait été activement promue par les Nations Unies et son Programme d'activités - tel qu'adopté par consensus par l'Assemblée Générale des Nations Unies en novembre 2014.-

Nous sommes cependant consternés de constater que le programme d'activités adopté n'ait pas encore été publié par l'ONU, sept ans après le début de la Décennie. En outre nous constatons que la majorité des États n'ont pas fait la traduction du Programme d'activités dans d'autres langues, en vue d'une audience plus large.

Les Personnes d'Ascendance Africaine ont été profondément offensées par la participation de propagandistes anti-DDPA aux sessions d'examen à mi-parcours de la Décennie Internationale, mises en place par le Conseil des Droits Humains en 2020 et 2021.

Par ailleurs, l'examen à mi-parcours par l'Assemblée Générale le 22 juillet 2021 aurait dû avoir lieu en 2019. Ce calendrier va à l'encontre des procédures traditionnelles de l'ONU pour l'examen d'une Décennie.

**5. Alors que** cet examen s'est déroulé sans aucune information diffusée aux Personnes d'Ascendance Africaine, et avec une sélection non participative et non représentative d'intervenants, qui a rendu impossible tout examen critique sérieux,

parallèlement, une résolution sur les modalités a été adoptée par l'Assemblée Générale sur un Forum Permanent, sans la consultations requise des Personnes d'Ascendance Africaine. À ce jour, un grand nombre de questions restent sans réponse concernant sa construction, son rôle et ses conséquences pour l'Agenda des Droits Humains des Nations Unies, déformant ainsi la voix réelle des Personnes d'Ascendance Africaine et les acquis obtenus jusqu'à présent.

Nous considérons la résolution sur le Forum permanent, un déni de la DDPA, comme une question sérieuse et comme une régression préoccupante, dans la mesure où le Programme d'activités consensuel de 2014 a déclaré que sa mise en œuvre faisait « partie intégrante de la mise en œuvre intégrale et effective de la DDPA ».

Dix États membres, dont Israël, les Pays-Bas, les États-Unis d'Amérique, le Canada, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, la Hongrie, la République tchèque et l'Allemagne, ont officiellement annoncé un boycott de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui commémorera le vingtième anniversaire de l'adoption de la DDPA en septembre 2021. Leurs positions sont largement



connues et ont habilement généré une stigmatisation négative sur le WCAR et le DDPA - ce qui sape le travail des Nations Unies et pour les Droits Humains dans leur ensemble.

La campagne visant à rejeter et à saper la DDPA a été couronnée de succès en grande partie parce que l'ONU n'a jamais d'effort significatif et efficace pour informer sur la clarté de la DDPA et plaider pour sa mise en œuvre intégrale, cela malgré de nombreuses résolutions.

Notre position est claire et limpide : nous n'accepterons aucun déni de la DDPA au nom des Personnes d'Ascendance Africaine et nous ne nous contenterons pas non plus de moins que notre Droit naturel et nos Droits Humains.

Pour protéger la DDPA contre d'autres manœuvres visant à la vider de son sens, et pour la mise en œuvre intégrale du Programme d'Activités de la Décennie Internationale des Personnes d'Ascendance Africaine, nous lançons cet appel à la Communauté panafricaine, aux acteurs panafricains et aux parties prenantes,

1. pour qu'ils fassent campagne en faveur de la DDPA et revendiquent le droit d'être reconnus, en vue de renforcer nos campagnes pour la mise en œuvre de la DDPA et sensibiliser à la valeur de la DDPA pour lutter contre le racisme à l'égard des Africains et des Personnes d'Ascendance Africaine, et plus particulièrement en ce qui concerne la demande de Réparations

Nous lançons un appel

2. aux États africains en particulier, aux États et aux gouvernements du Groupe d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) et à tous les États membres de l'ONU, pour qu'ils soutiennent les campagnes en faveur de la mise en œuvre intégrale de la Déclaration et les Programmes d'Actions de Durban.

3. au Conseil des Droits Humains des Nations Unies d'adopter enfin et avec la plus haute priorité, lors de sa 48e session, un programme de sensibilisation doté des ressources financières nécessaires, pour l'information et le plaidoyer concernant le DDPA au Haut-Commissaire aux Droits Humain ;

4. À l'Assemblée Générale des Nations Unies pour qu'elle décide d'un véritable examen à mi-parcours, transparent et participatif de la Décennie

5. Au Conseil des Droits Humain des Nations Unies, pour organiser en Décembre 2021 un grand Forum international pour la mise en œuvre du Programme d'Activités de la Décennie Internationale des Personnes d'Ascendance Africaine.

### **Nous signons cette Déclaration commune :**

- **AFRIDU (African Diaspora Union/International, South Africa)**
- **AV\_NSDC (African Views The Netherlands, Suriname, Dutch Caribbean)**
- **AUADS\_FWG (African Union African Diaspora 6th Region Facilitators WorkingGroup EUROPE)**
- **Astrid Runs (Republic Suriname)**
- **A.T.I. (Afro Atlantic Theologies & Treaties Institute/USA/Benin)**
- **C.A.A. (Celebration of African Australians/Australia, Pacific)**
- **CPKCW (Centro Panafricano Kituo cha Wanafrika)**



- **CCACG (Central Council of the African Community in Germany)**
- **CRT (The Colonialism Reparation Team/UK)**
- **CSCMG (Civil Society Coordination & Monitoring Working Group DURBAN+ 20/The Netherlands)**
- **DECEMBER 12th MOVEMENT (USA, NYC)**
- **ENGOCCAR (European-Wide NGO Consultative Council on Afrikan Reparations/ Europe, UK)**
- **GC\_IDPAD (Global Coalition for the implementation of the UN International Decade for People of African Descent/ International, Europe, USA)**
- **GASU (Global African SHEROES Union/International, USA)**
- **The Joseph KI-Zerbo Centre**
- **IAAT (International Association Against Torture, USA)**
- **LBOCSAAN (Foundation National Forum Civil Society of African Descent/The Netherlands)**
- **LPS (National Platform Dutch Slavery Past/The Netherlands)**
- **SOPHIEDELA (African European Women's Movement/International, Europe, The Netherlands)**
- **SRDC (Sub Region Diaspora Council WHS/The Americas including Brazil & Canada)**
- **SRDC-FCC (Sixth Region Diaspora Caucus French Caribbean Chapter, includes Guadeloupe, Martinique and French Guyana)**
- **MEADUC (Middle East African Diaspora Unity Council/Israel-Dimona)**
- **NSARC (Non-State Actors Reparations Commission INC/Barbados)**
- **PAADN (Pan-African Australian Diaspora Network/Australia)**
- **PANAFSTRAG (Pan-African Strategic and Policy Group/International, Nigeria)**
- **PARCOE (Pan-Afrikan Reparations Coalition in Europe/UK)**
- **S.T.A.W.S.I. (African World Studies Institute/The Netherlands, Curacao)**
- **THE DRAMMEH INSTITUTE, INC (USA/Sierra Leone)**
- **TIYE INTERNATIONAL/The Netherlands**
- **UCF (Ubuntu Connected Front/ The Netherlands)**